



Sortie du rapport annuel de la BRI

Dans son Rapport Annuel publié le 29 juin 2014, la BRI souligne que « Les politiques publiques doivent trouver une nouvelle boussole pour aider l'économie mondiale à sortir de l'ombre de la Grande Crise financière ». Dans son analyse économique de l'année écoulée, la BRI invite à ajuster la panoplie des instruments et les cadres d'action des pouvoirs publics afin de rétablir une croissance économique durable et équilibrée. Pour l'institution bâloise, qui est en quelque sorte la banque centrale des banques centrales, un changement de paradigme est aujourd'hui nécessaire : « Pour restaurer une croissance durable et équilibrée, les politiques publiques doivent dépasser l'horizon du cycle économique, au cœur de l'analyse traditionnelle, pour se placer dans une perspective à plus long terme, centrée sur le cycle financier. (...) La seule source de prospérité durable réside dans le renforcement de l'offre. Il est indispensable de renoncer à faire de la dette le moteur principal de la croissance », déclare la BRI.

http://www.bis.org/publ/arpdf/ar2014_ov_fr.htm

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 juillet 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Les dernières informations indiquent que la reprise modérée de l'économie de la zone euro s'est poursuivie au deuxième trimestre, avec des taux d'inflation bas et une faible croissance de la monnaie et du crédit. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. La combinaison de mesures de politique monétaire annoncées le mois dernier a déjà conduit à un nouvel assouplissement de l'orientation de la politique monétaire. Les opérations monétaires qui doivent avoir lieu au cours des prochains mois renforceront cette orientation accommodante et soutiendront l'activité de prêt bancaire. À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux inférieurs à mais plus proches de 2 %. S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. En outre, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de continuer à répondre aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation. Nous sommes fermement déterminés à maintenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et à long terme. »

2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,6 % en mai 2014, stable comparé à avril 2014, mais en baisse par rapport au taux de 12,0 % de mai 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,3 % en mai 2014, en baisse par rapport au taux de 10,4 % d'avril 2014 et à celui de 10,9 % de mai 2013. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en mai 2014, 25,184 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,552 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 63 000 dans l'UE28 et de 28 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2013, le chômage a baissé de 1,361 million de personnes dans l'UE28 et de 636 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,7 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'à Malte (5,7 %), et les plus élevés en Grèce (26,8 % en mars 2014) et en Espagne (25,1 %).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2014-737 du 30 juin 2014 relatif à l'Observatoire de l'inclusion bancaire

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029168432&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Décret n° 2014-738 du 30 juin 2014 relatif à l'offre spécifique de nature à limiter les frais en cas d'incident

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029168451&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Décret n° 2014-739 du 30 juin 2014 relatif à l'information préalable du consommateur en matière de frais bancaires

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029168464&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication du rapport annuel de l'IEDOM pour La Réunion



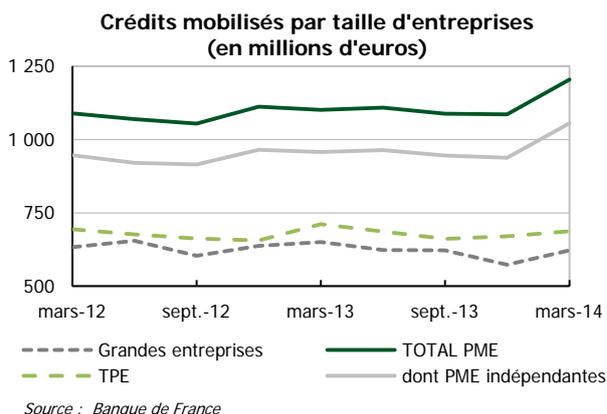
Le rapport annuel de l'IEDOM pour La Réunion portant sur l'année 2013 a été présenté lors de la conférence de presse organisée le 20 juin 2013 à l'agence de Saint Denis. Cette monographie analyse, dans un premier chapitre, les caractéristiques structurelles de La Réunion, puis dresse le panorama de l'économie réunionnaise à partir des principaux indicateurs économiques. Un troisième chapitre détaille les différents secteurs d'activité qui constituent l'économie locale, en soulignant leurs dynamiques et leurs problématiques propres. Enfin, l'évolution monétaire et financière locale fait l'objet d'un quatrième chapitre portant sur l'organisation du secteur, les grandes tendances de l'activité bancaire en termes d'encours de crédits et de collecte de dépôts et la situation financière des principales banques de la place.

Le rapport est disponible en téléchargement sur le [site de l'IEDOM](#).

Hausse de la performance financière des banques locales en 2013

La situation agrégée des quatre principales banques locales de la place, qui représentent près de la moitié des encours de crédits, montre une rentabilité en hausse de 16,7 % en 2013 par rapport à l'année précédente, retrouvant ainsi le niveau atteint en 2008, avant l'éclatement de la crise financière. A l'inverse leur produit net bancaire (PNB), qui correspond à la marge brute dégagée par les activités bancaires, s'inscrit une nouvelle fois en baisse en 2013 (- 3,1 % après - 0,9 % en 2012). L'amélioration du résultat net s'explique par une forte baisse du coût du risque¹ supporté par les quatre principales banques locales. Il représente désormais 4 % du PNB contre 10 % en 2012 et 25 % en 2010. L'analyse du secteur bancaire réunionnais en 2013 est disponible dans le [rapport annuel de l'IEDOM](#).

Hausse de l'encours total des crédits aux entreprises au 1^{er} trimestre 2014



A fin mars 2014, l'encours total des crédits aux entreprises réunionnaises déclarés au Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France atteint 9,3 milliards d'euros, en hausse de 2,1 % par rapport au trimestre précédent et de 5,0 % sur un an. Les crédits mobilisés, qui représentent 85 % du total, augmentent de 1,9 %. La progression toujours soutenue des crédits à court terme (+3,6 % sur le trimestre) est relativisée par celle plus contenue des crédits à moyen ou long terme (+1,1 %),

Les crédits octroyés aux grandes entreprises et aux PME progressent plus rapidement que ceux destinés aux TPE. Ils restent en revanche orientés à la baisse pour les holdings.

Le « Suivi des crédits aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

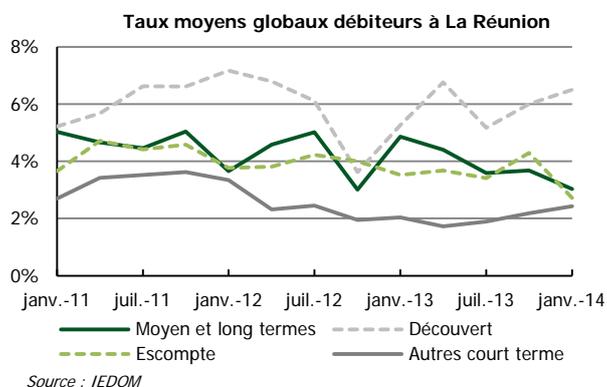
Evolutions contrastées des taux moyens des crédits aux entreprises en janvier 2014

Le coût des crédits à moyen et long termes et de l'escompte baisse de manière sensible (respectivement - 64 points de base et - 157 pnb). Dans ces deux cas, des octrois portant sur des montants élevés, à des tarifs particulièrement négociés, expliquent l'essentiel de la baisse. Le coût des crédits à court terme non échéancés progresse en revanche de 24 pnb, et celui des découverts de 50 pnb.

Une partie de l'écart significatif avec les taux appliqués en France métropolitaine s'explique par des effets de structure, notamment pour les découverts (361 pnb d'écart) et pour l'escompte (42 pnb). Le tissu d'entreprise à La Réunion est en effet composé majoritairement de TPE et PME indépendantes, qui ne bénéficient pas des mêmes conditions d'accès au crédit que les grandes entreprises.

Rappelons, par ailleurs, que les banques de la place font face à des contraintes supplémentaires telles que : coûts d'exploitation plus élevés, sinistralité plus importante, ou encore coûts de refinancement supérieurs. Toutes ces contraintes expliquent également l'écart de taux avec la métropole.

L'Info Financière « Coût du crédit aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).



¹ Le coût du risque (net des intérêts sur créances douteuses) comprend le provisionnement en capital des créances ou des engagements de hors bilan douteux et litigieux, le provisionnement des risques pays et le provisionnement pour risques et charges.

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Juin 2014	130,7	+ 0,2 %	+ 0,5 %
	IPC France entière		128,1	0,0 %	+ 0,5 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Mai 2014	23 383	- 9,2 %	+ 24,9 %
	Cumul (milliers d'euros)		118 608	-	+ 6,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Avril 2014	393,3	+ 5,9 %	+ 2,0 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Avril	1 469,6	-	+ 2,0 %
	Exportations (millions d'euros)	Avril 2014	25,8	- 18,3 %	- 2,2 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Avril	98,4	-	- 5,3 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Mai 2014	134 860	+ 0,5 %	- 0,1 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Mai 2014	166 790	+ 17,8 %	- 2,2 %
	Cumul	cumul Mai	787 815	-	- 2,2 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Mars 2013	65 700	+ 17,5 %	- 10,7 %
	Cumul	cumul Mars	182 500	-	- 10,5 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Mars 2014	4 374	-	- 10,5 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Mars 2014	53,2	-	- 21,3 %
	Effectifs salariés du BTP	Mai 2014	15 943	- 0,2 %	+ 1,5 %

Hausse de l'emploi dans le secteur privé au 1^{er} trimestre 2014

L'emploi dans le secteur privé progresse de 1,5 % (CVS) au premier trimestre 2014 par rapport quatrième trimestre 2013, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), tandis qu'il est stable au niveau national. Cette hausse est portée par l'intérim et les « autres services ». Par ailleurs, la masse salariale dans l'île progresse à un rythme supérieur à celui de la France entière : + 2,4 % à La Réunion (CVS), contre + 0,8 % au niveau national.

Baisse de l'indicateur conjoncturel de durée de chômage au 4^e trimestre 2013

Au 4^e trimestre 2013, l'indicateur conjoncturel de durée de chômage² (ICDC) s'établit à 575 jours contre 408 au niveau national. Si la conjoncture économique du 4^e trimestre se maintenait, un demandeur d'emploi resterait en moyenne inscrit environ 19 mois consécutifs à Pôle emploi (13 mois en France entière). La Réunion est la région où le délai d'attente est le plus long avant de trouver un emploi.

L'ICDC augmente de 1 jour par rapport au troisième trimestre 2013, contre 11 jours en France entière.

Une population réunionnaise de plus en plus active mais en manque d'emplois

Les résultats du recensement de la population de l'Insee montre que la proportion de chômeurs dans la population active réunionnaise a beaucoup progressé entre 2006 et 2011, malgré une forte création d'emploi. Cette hausse s'explique par la croissance de la population et de l'augmentation des taux d'activité, notamment chez les femmes.

Certains secteurs d'activité sont plus touchés par la crise, notamment la construction et l'agriculture, tandis que les activités tertiaires ont mieux résisté. Les évolutions restent néanmoins très contrastées selon les régions. Ainsi, des emplois industriels disparaissent dans le Nord, tandis que d'autres se créent dans l'Ouest et le Sud.

L'étude est disponible le [site de l'Insee](http://www.insee.fr).

² L'indicateur conjoncturel de durée au chômage consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrées au cours d'un trimestre donné et qui connaîtraient durant leur période de chômage les mêmes conditions du marché du travail que celles du trimestre considéré. L'ICDC de La Réunion ne comprend plus désormais les données de Mayotte, contrairement aux précédentes publications. Un ICDC spécifique pour Mayotte ne peut pas être proposé dans l'immédiat.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,15%	date d'effet	11/06/2014
Taux de la facilité de prêt marginal		0,40%		11/06/2014
Taux de la facilité de dépôt		-0,10%		11/06/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

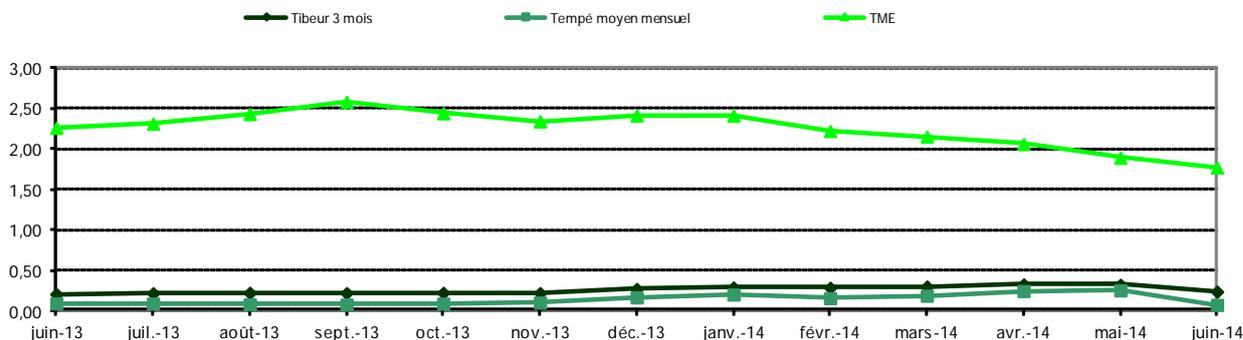
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (juin 2014)			
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1907%	0,2488%	0,2564%	0,0775%	0,1520%	0,2410%	0,3330%	0,5120%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
2,15%	2,06%	1,89%	1,77%	2,35%	2,26%	2,09%	1,97%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} juillet 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,11%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,83%
Prêts à taux variable	4,71%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,91%
Prêts-relais	5,27%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,71%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,33%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,35%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,07%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,81%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,79%	Découverts en compte (1)	13,33%

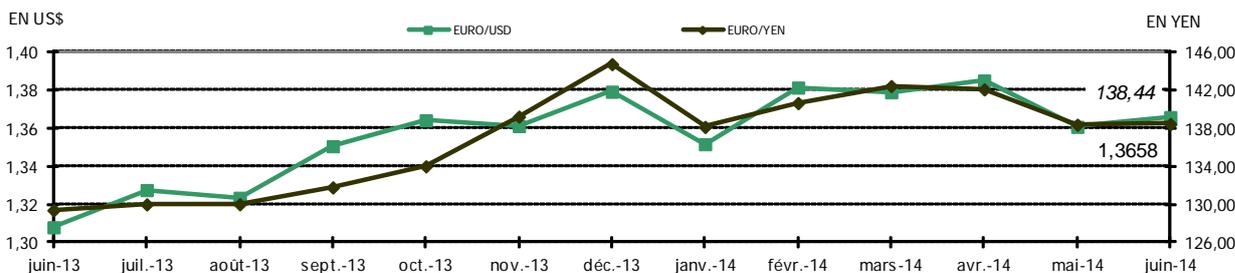
(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)			
EURO/USD (Etats-Unis)	1,3658	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,4597
EURO/JPY (Japon)	138,4400	EURO/BWP (Botswana)	12,0398
EURO/CAD (Canada)	1,4589	EURO/SCR (Seychelles)	16,5738
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8015	EURO/MUR (Maurice)	41,3413
EURO/SGD (Singapour)	1,7047	EURO/BRL (Brésil)	3,0002
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5858	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,6134
EURO/MGA (Madagascar)	3226,0492	EURO/XCD (Dominique)	3,6961
		EURO/SRD (Surinam)	4,5174
		EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,451
		EURO/DOP (Rép. Dom.)	59,5068
		EURO/BBD (La Barbade)	2,7386
		EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,8083
		EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
		EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	